

RUSSIE

L'Occident a fait deux erreurs majeures avant la guerre : sous-estimer la dangerosité du régime de Poutine ; et surestimer la puissance militaire russe. Attention à ne pas répéter ces erreurs, en affirmant que la seule manière de préparer l'avenir doit être de se résoudre à une paix précaire avec ce même pouvoir.

Le village Potemkine poutinien se lézarde



Laure Mandeville
@lauremandeville

Les observateurs militaires ont raison de regarder de près les remarquables rebondissements de la situation militaire à Bakhmout. Car après avoir bataillé pour chaque mètre carré, et sacrifié aveuglément des milliers d'hommes, les Russes se retrouvent menacés d'un revers symbolique si retentissant qu'il pourrait marquer le début d'une vraie débâcle, ou au moins d'une série de revers. Il est peut-être encore trop tôt pour confirmer la dynamique, mais l'encerclement en cours de la milice privée Wagner de Evgueni Prigojine par une manœuvre surprise des Ukrainiens qui avaient fait mine de se retirer, est à méditer. Il montre à quel point les Ukrainiens ont appris à manier avec brio l'art du leurre et de la manœuvre asymétrique. L'encerclement de Wagner pourrait marquer la fin de la « glorieuse » sanglante du groupe militaire privé qui se vantait de démontrer sa supériorité

sur l'armée russe régulière, mais c'est à la pénurie de munitions. « Si nous tombons, alors c'est tout le front qui s'effondrera en vagues », menaçait l'ancien cuisinier de Poutine il y a quatre jours, hors de lui. Le fait que le ministre de la Défense, Sergueï Choïgou, n'ait pas volé à son secours en dit long sur les règlements de comptes entre clans, note un militaire ukrainien à la retraite sur YouTube. Ces batailles de dogues russes qui se jouent désormais sous la lumière des réseaux sociaux gagnent en ampleur, sans que Poutine semble réussir à les juguler, remarque la russologue Française Thom sur Atlantic, y voyant un signe de « déliquescence ». Le village Potemkine de « l'ordre poutinien » se lézarde, révélant le chaos que cache l'autocratie.

Alors que Poutine vient de signer un décret qui permet d'écarter les actionnaires des entreprises qui refuseraient de contribuer à la défense « jusqu'à la fin de la loi martiale » (celle-ci n'est pourtant pas en vigueur !), des questions se posent aussi sur la capacité de la Russie à approvisionner le front dans la durée. La fameuse grande offensive russe n'est toujours pas venue et les problèmes de munitions semblent devenir aigus. Dans une vidéo,

le colonel Girkin, ancien colonel du renseignement militaire russe (GRU), à la manœuvre dans le Donbass en 2014, a dressé un tableau alarmiste de la capacité industrielle de défense russe, citant le patron d'une entreprise saint-pétersbourgeoise clef, qui doute de la possibilité de créer des lignes de production dans l'urgence. Il rappelle qu'en 1941, les usines qui avaient fourni les armes se préparaient « dès 1935 », cassant le mythe d'une répétition du scénario de la grande guerre, si cher à Poutine. « Rien de tel », a-t-il lancé, pariant que l'industrie américaine serait beaucoup plus apte à accélérer la production au profit des Ukrainiens. Dans ce contexte où se mêlent répression et signaux de faiblesse, un observateur note aussi le revers cinglant que représente pour le Kremlin l'échec du pouvoir géorgien prorusse à imposer une loi sur « les agents de l'étranger », face à la pression populaire à Tbilissi. « La Russie voulait russifier la politique géorgienne, mais ne va-t-on pas voir une ukrainisation des dynamiques régionales ? », s'interroge-t-il. D'autres lézardes pourraient se dessiner au FSB, affirme Vladimir Solov'ev, analyste censé avoir l'oreille des hautes sphères des services. Ses interviews sur YouTube peignent

le tableau d'un Poutine incapable de sortir du piège où il s'est enfoncé et susceptible d'être lâché bientôt par son ex-maison. Solov'ev affirme qu'en l'absence de progrès, des réalistes au sein du FSB - « seule organisation capable de prendre l'initiative » sans risquer le coupérette répressif, chercheront à stopper la guerre en sacrifiant Poutine, pour convaincre les Européens de revenir au statu quo ante afin de sauver leur pouvoir, expliquant néanmoins tout mea culpa. Un scénario que redoute Daniil Beilinson, cofondateur de l'agence OVD-Info qui se bat contre les persécutions politiques, persuadé qu'« il s'agirait d'une paix illusoire, laissant intacte la menace de la Russie sur le monde ». Pour cet activiste exilé en France, en prise directe avec ceux qui résistent en Russie, les Européens doivent développer une pensée plus audacieuse et stratégique en misant, non seulement sur l'aide militaire à l'Ukraine, mais sur le renforcement de la société civile russe. À cet égard, Beilinson expose ce vendredi dans *Le Figaro* comment la présence de centaines de milliers de Russes exilés en Europe offre l'occasion rêvée de préparer l'avenir. « Il ne faut pas enterrer la société russe », dit-il. Aussi malade soit-elle. ■

➤ Lire aussi PAGES 10 ET 11

L'Europe doit miser sur la société civile russe

Récemment, à son retour de la conférence de Munich, le président Emmanuel Macron a mis en doute les possibilités d'émergence d'une « solution démocratique » venant de la société civile russe « après ces années de durcissement et en plein conflit ». Cette question est cruciale, car le rôle de la société civile est compris de diverses façons par l'ensemble des acteurs. On pense souvent à son inefficacité dans le contexte actuel. Cela nous invite mécaniquement à considérer que la société civile russe devrait être préservée pour des raisons humanistes. Mais, au fond, ce biais de perception ne fait que mettre en évidence une absence de vision stratégique.

La société civile russe vient certes de traverser une terrible épreuve. Ses fondements institutionnels ont été détruits au cours de la dernière décennie. La multiplication des persécutions à l'encontre des militants, la stigmatisation des représentants de la société civile affublés du qualificatif d'« agents de l'étranger », la fermeture d'organisations non gouvernementales, les restrictions systématiques de la liberté d'expression, de la liberté d'association, ou encore de celle d'organiser des manifestations à caractère pacifique, tout ceci a considérablement encouragé et amplifié la spirale de la violence, installant une atmosphère de peur qui a limité drastiquement les possibilités de participation des citoyens à la vie publique, leur faisant courir des risques énormes. La répression, la censure et l'inflation des lois restrictives ne laissent aucune place aux médias indépendants à l'intérieur du pays. La Russie est entrée dans l'année 2022 en grande partie avec une société dépeuplée de toute forme d'action politique et citoyenne. L'opinion publique est muselée et le système judiciaire soumis au pouvoir autoritaire.

L'année 2022 a en effet marqué un record en matière d'activité législative, augmentant encore l'incertitude juridique des lois et l'imprévisibilité de leurs effets, multipliant le potentiel de leur applicabilité contre toute sorte d'action civile. Après le début de l'invasion à grande échelle, un vaste arsenal de lois répressives a installé une censure de guerre et, de facto,

la criminalisation des expressions antiguerre ainsi que la non-reconnaissance des décisions adoptées par la Cour européenne des droits de l'homme. Il a élargi la définition des crimes de trahison d'État et d'espionnage, l'interdiction de la « propagande » LGBT et du changement de sexe, l'extension du critère

de qualification des « agents de l'étranger » et sa criminalisation, et bien d'autres choses encore.

Mais, même dans ces conditions particulièrement difficiles, les gens continuent à protester contre la guerre presque tous les jours. Mes collègues d'OVD-Info ont récemment publié un rapport sur les répressions depuis le 24 février 2022. Au moins 447 personnes ont été poursuivies au pénal pour avoir manifesté leur opposition à la guerre. Des dizaines de milliers de personnes ont été accusées de diverses infractions administratives, ce qui les expose à des poursuites judiciaires et à des sanctions lourdes, aujourd'hui et demain. Les chiffres et l'ampleur de la répression des manifestations, la mise en place rapide de lois liberticides, ainsi que le nombre d'initiatives, de projets et de médias indépendants qui ne cessent de voir le jour - tout cela indique que le régime a peur de la société civile. Les efforts des autorités pour étouffer cette même société civile, tant avant qu'après l'invasion, ne conduisent pas à sa disparition, mais à sa transformation dans une sorte de jeu à somme nulle.

L'État russe souhaite que la société soit laissée seule en tête-à-tête avec la machine répressive. La résilience de la société civile revêt donc dans ce contexte une dimension critique. Elle conforte un sentiment de solidarité, qui est à la fois une source d'espoir pour le peuple et une ressource essentielle qui lui permettra

de surmonter l'entreprise d'atomisation de la société menée par le régime actuel. De surcroît, ce n'est pas seulement la société civile qui a besoin d'être aidée. C'est aussi le vaste monde qui a besoin de l'aide et des forces vives de la société civile russe.

Car l'invasion de l'Ukraine met une fois de plus en évidence l'interconnexion entre les violations des droits de l'homme, la sécurité et la prospérité internationales. La machine répressive russe est une tumeur cancéreuse qui s'est développée progressivement au fil des ans, sous les yeux du monde entier. Elle a dépeuplé sa propre société de ses forces et de sa capacité d'action politique, réduisant et interdisant sa représentation. Ce qui, à son tour, conduit à la réduction du coût politique de nouvelles restrictions des libertés et à l'exportation de la violence.

Aujourd'hui, cette machine d'État menace le monde d'un large éventail de problèmes tels que la guerre en Ukraine, les armes nucléaires, le chantage énergétique, l'aggravation de la crise alimentaire mondiale, etc. Ses métastases se répandent dans différentes parties du monde, à l'instar du concept d'« agent de l'étranger », qui a fait son apparition dans de nombreux pays, de l'Amérique latine à l'Europe, et qui a atterri tout récemment sur les bancs du Parlement de la Géorgie.

Ce n'est pas seulement la société civile qui a besoin d'être aidée. C'est aussi le vaste monde qui a besoin de l'aide et des forces vives de la société civile russe

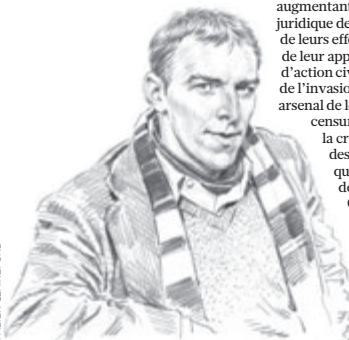
La fin de la guerre y mettra-t-elle un terme ? Je le souhaite vivement, mais je n'y crois pas vraiment. Le système même du pouvoir et des institutions en Russie aujourd'hui est l'incarnation de la violence. Il ne peut être transformé sans un rejet public préalable des violations des droits de l'homme en Russie.

Aujourd'hui, comme à l'époque soviétique, des millions de personnes issues de différentes couches de la société russe ont besoin d'informations vérifiées et fiables diffusées par des médias indépendants. Ce n'est qu'à ce prix que l'on pourra remettre en cause le paradigme dominant d'un soutien monolithique à la guerre et de l'absence de points de vue alternatifs en Russie, en changeant l'opinion publique afin qu'elle puisse véritablement condamner le régime et son programme militariste.

L'idée avancée par Reporters sans frontières d'utiliser le satellite Eutelsat pour diffuser un bouquet de chaînes indépendantes et internationales en langue russe semble être un pas dans la bonne direction. Mais la Russie ne peut pas non plus être véritablement transformée sans le travail d'une société civile fonctionnelle, qui s'articule autour d'un vaste réseau d'initiatives, d'organisations, de communautés, de compétences, d'informations et d'expertises. L'Europe dispose à cet égard d'un atout précieux grâce à l'immigration et aux exils forcés en provenance de Russie. Toute transformation du pays nécessitera un large spectre d'experts en particulier dans les branches judiciaires, législatives et exécutives du pouvoir, dans les universités et dans le système éducatif.

À ce titre, les organisations de la société civile et les universités d'Europe sont pleinement légitimes pour faire émerger une nouvelle vague d'experts, au moyen de projets de recherche et de formation, de bourses, de stages, de cours en ligne, de conférences, etc. Mais cela ne peut fonctionner qu'à grande échelle, dans le cadre d'une stratégie supranationale globale et sagement mûrie, ménageant un rôle de premier plan à la société civile et se basant sur une large participation. Le plan d'action en quinze points du Conseil de l'Europe, annoncé début février, visant à soutenir la société civile biélorusse et les représentants de la démocratie œuvrant pour une future Biélorussie libre et démocratique, paraît à cet égard être une première tentative sérieuse d'investir des ressources dans la société civile. L'Europe, qui entend œuvrer à la « construction de sociétés résilientes, inclusives et démocratiques », aurait tout à gagner à proposer également un programme ambitieux de soutien à la société civile russe.

Ce que vous semez, vous le récoltez. Nous voyons ce que les autorités russes ont semé, tant pour leur société civile que pour le reste du monde. La question qui se pose maintenant à l'Europe est la suivante : reconnaitra-t-elle le rôle stratégique de cette même société civile et saura-t-elle lui proposer un soutien à la hauteur des enjeux ? ■



FABIEN CLAREFOND

LE GRAND JURY

FRANÇOIS BAYROU
Président du MoDem
et Haut-Commissaire au Plan

En direct du Grand Studio de RTL
DIMANCHE 12H-13H

Olivier BOST
Marion MOURGUE
Marie CHANTRAIT
Marie-Pierre HADDAD

RTL
L'ÉFIGARO
L'ÉFIGARO
RTL.fr

Questions et réactions
#LeGrandJury